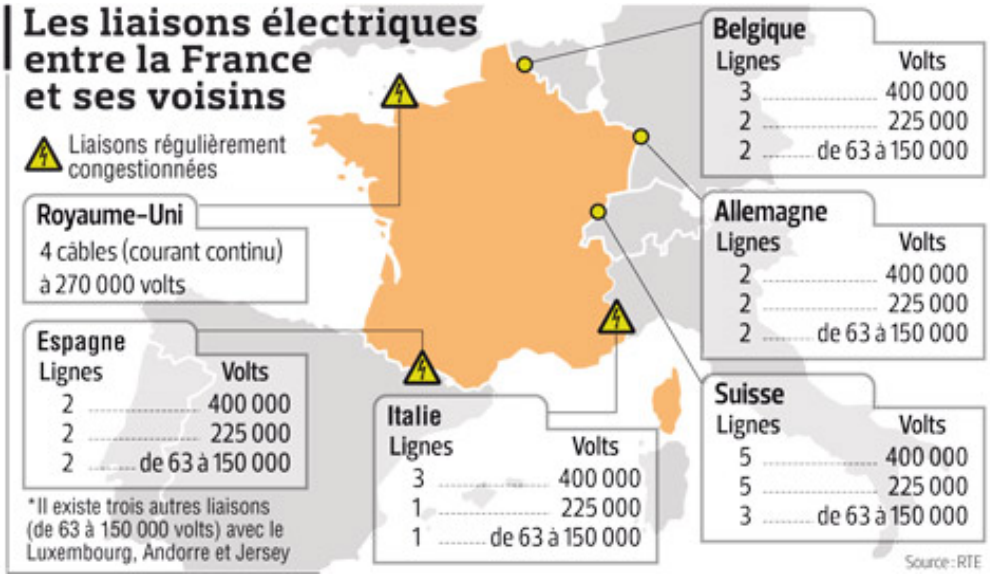
La France aura-t-elle assez d'électricité cet hiver ?

18/11/2009 à 14h18

Affectée par des grèves et des opérations de maintenance, la production d'électricité des réacteurs nucléaires va être à son plus bas niveau depuis dix ans. La France va devoir importer, au prix fort, de l'électricité cet hiver.



Le parc nucléaire français devrait produire environ 390 térawattheures (TWh) d'électricité en 2009, le niveau le plus faible depuis 1999, date de mise en service du dernier des 58 réacteurs français.

> *Une grande partie de ce déficit de production est imputable aux grèves du printemps, qui ont désorganisé le planning de maintenance des réacteurs, affirme EDF.*
>
> *Mais l'impact des grèves n'explique pas tout. Ainsi, sur les seize réacteurs arrêtés – le dernier en date, le réacteur 2 de la centrale de Flamanville (Manche) a été stoppé mercredi [11 novembre] en raison d'un problème technique – seuls trois l'étaient du fait des mouvements sociaux.*

Selon François Fillon, cité par Le Point, il ne s'agit pas seulement *«d'un problème technique, mais d'organisation et de calendrier de maintenance»*.

De fait, les parcs nucléaires étrangers affichent souvent des taux de disponibilité bien supérieurs à la France. Il dépasse par exemple les 90% pour les huit réacteurs belges.

EDF affirme vouloir désormais s'inspirer des méthodes américaines en procédant à des opérations de maintenance sans arrêter les réacteurs.

La baisse de la production nucléaire a, quoi qu'il en soit, pour conséquence directe d'écorner le mythe de l'indépendance énergétique, aux fondements du choix nucléaire français.

Cet hiver, la France va en effet devoir importer l'équivalent de la production de quatre réacteurs nucléaires pendant plusieurs semaines. Le tout aux heures de pointe et donc au prix fort.

Le géant de l'électricité EDF [a lancé le 12 novembre] un avertissement sur un risque de *"recul sensible"* de sa production d'électricité nucléaire en 2009. (…)

En début de [mois], 18 des 58 réacteurs du parc français étaient tout simplement arrêtés. A la suite d'accidents, d'opération de maintenance ou de rechargement en uranium. Voilà qui ne devrait pas améliorer cette année le taux de disponibilité du parc nucléaire hexagonal. Ce ratio est déjà tombé de 83,4 % à 79,2 % entre 2005 et 2008.

Début novembre, le premier ministre a jugé qu'il n'était pas normal *"d'être à 80 %"* de disponibilité. (…)

Le tableau ne semble guère rassurant à l'approche de l'hiver où la demande d'électricité a toutes les chances de connaître des pics en période de grand froid. Un "black out" comparable à celui qu'a connu le Brésil mardi [10 novembre], avec 50

millions de personnes privées d'électricité, doit-il être redouté ?

Interrogé par Le Figaro mercredi [11 novembre], le président du directoire de RTE (gestionnaire du Réseau de transport d'électricité) répond que son rôle est d'éviter un tel scenario et que l'entreprise se prépare à faire face à un pic de la demande.

***"Les capacités d'importation de la France restent limitées à 9 000 mégawatts (MW). À conditions climatiques normales, nous serons cet hiver en deçà de ce chiffre, aux alentours de 4.000 à 5.000 MW d'importation, ce qui est d'ailleurs déjà le cas cette semaine. Mais en cas d'hiver rigoureux (7 à 8 °C en dessous des normales saisonnières), nous approcherions des limites que je viens d'évoquer"*, explique Dominique Maillard.**

Le président du directoire de RTE liste une série de mesures pour contrecarrer une pénurie d'électricité : des *"effacements volontaires"* (moyennant rémunération, des industriels acceptent de réduire leur consommation), la baisse temporaire de la tension électrique, et des délestages sélectifs de consommation *"en dernier recours"*.

Dominique Maillard juge cependant que *"la priorité"* doit être *"les économies d'énergie"*. Il ajoute que la région la plus menacée par une coupure de courant géante est la Bretagne. *"Elle ne dispose pas d'outils de production suffisants implantés sur place. Voilà pourquoi nous préconisons vivement, depuis plusieurs mois, l'installation d'une nouvelle centrale qui répondrait aux besoins de pointe."*

Provisoirement suspendu en début d'année, un projet de centrale à gaz en Bretagne est récemment revenu sur le tapis. Le projet est de nouveau étudié par les collectivités bretonnes, soucieuses d'éviter tout risque de coupures en période de grand froid. La Bretagne ne produit en effet que 8% de sa consommation électrique. Et cette même consommation

croît plus vite dans la région que sur le reste du territoire français.

Source : Le Télégramme 1 et 2